
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58465

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Michel ESPAGNE, Françoise LAGIER, Michael WERNER, *Philologiques II, Le maître de langues. Les premiers enseignants d'allemand en France (1830–1850)*, Paris (Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme) 1991, 237 S.

Was macht die Beschäftigung mit den Anfängen des Fremdsprachenunterrichts in Frankreich heute noch interessant? Die Autoren signalisieren mit dieser Eingangsfrage, daß es ihnen nicht um eine museale Geschichtsbetrachtung geht. Sie wollen vielmehr anhand ihres Themas das Selbst- und Fremdbild einer Gesellschaft durchleuchten, deren Normen und Ziele beschreiben sowie deren intellektuellem Diskurs folgen. Damit erhält der erziehungsgeschichtliche Gegenstand den Rang eines Indikators für umfassende soziale Prozesse. Der Blick auf die Spannungen zwischen pädagogischem Anspruch und unterrichtlicher Realität sowie auf die Zielkonflikte um Stabilisierung oder Veränderung der politisch-sozialen Ordnung verweist zugleich auf nach wie vor aktuelle Probleme des Bildungssystems.

Zwischen 1830 und 1850 vollzog sich im großen und ganzen jene Geburtsphase des französischen Deutschunterrichts, die u.a. die Lehrerausbildung und Lehrerkarrieren so nachhaltig geprägt hat, daß sie bis heute nachwirkt. Auch die Argumente für den Fremdsprachenunterricht haben sich kaum verändert. Sie wurden und werden vor allem von utilitaristischen Überlegungen gespeist. Internationale Handelsbeziehungen, Aneignung fremden Wissens und das Sich-Behaupten im Konkurrenzkampf der Völker legten eben das Lernen fremder Sprachen nahe. Im 19. Jh. dominierte zudem das Deutsche gegenüber dem Englischen, weil der östliche Nachbar als Inkarnation des Fremdartigen eine merkwürdige Anziehungskraft ausübte. Freilich verstanden es die Repräsentanten des klassischen Bildungsideals lange, die lebenden Sprachen mit ihrer Favorisierung von Griechisch und Latein an den Rand zu drängen und zugleich auch die Deutschlehrer in der beruflichen Hierarchie in einer subalternen Position zu halten. Allgemeine retardierende Momente, welche sich immer wieder im Bildungswesen bemerkbar machen, taten ein übriges, den Innovationsdruck nicht überbordend zu lassen.

Einerseits fanden die ersten Deutschlehrer in Frankreich – viele kamen aus den deutschsprachigen Ländern – also keine sehr günstigen Startbedingungen für ihren Unterricht vor. Andererseits entfalteten sie mit ihren Publikationen jedoch bald eine Eigendynamik, die die Intellektuellen-Szene und schließlich die gesamte Öffentlichkeit auf Dauer nicht ignorieren konnte. Am Ende gehörten der Deutschunterricht und seine Lehrer zu den integrierten Bestandteilen der französischen Schule.

Die Untersuchung liefert einen beachtenswerten Beitrag zur Kontinuität und zu Diskontinuitäten in der Geschichte des französischen Fremdsprachenunterrichts. Sie stützt sich im wesentlichen auf Dokumente der Archives Nationales (F 17) und auf zeitgenössische Veröffentlichungen. Im Anhang sind eine Liste der erfaßten Deutschlehrer mit Details zu ihrem beruflichen Werdegang sowie eine Auswahlbibliographie der damals verfaßten Lehrbücher für den Deutschunterricht zusammengestellt.

Dieter TIEMANN, Tours

Der Zensur zum Trotz. Das gefesselte Wort und die Freiheit in Europa. Exposition de la Herzog August Bibliothek Wolfenbüttel. Catalogue sous la direction de Paul RAABE, Weinheim (VCH Verlagsgesellschaft) 1991, VII–317 p.

De mai à octobre 1991 la Herzog August Bibliothek de Wolfenbüttel a consacré une exposition à l'histoire de la censure et aux manières de la contourner. Cette initiative a non seulement permis de présenter une collection exceptionnellement riche de documents sur le sujet, mais aussi de dresser un tableau de l'histoire de la censure qui met l'accent sur le XX^e siècle.

Plusieurs exposés préliminaires définissent un sujet beaucoup moins simple que les émotions suscitées par le terme de censure ne le laissent supposer. Certes depuis Milton et même Reuchlin on peut citer une longue liste d'écrivains qui se sont dressés contre l'interdiction de la parole écrite, mais la censure a souvent pris la forme d'une soumission des écrivains à une norme, de l'autocensure. Si l'*Index librorum prohibitorum* publié par l'Eglise catholique a cessé de paraître depuis 1948, il existe toujours à l'intérieur de l'Eglise une procédure, certes infiniment moins contraignante, d'approbation des livres. De l'intimidation physique à l'interdiction professionnelle des écrivains en passant par l'obligation de s'inscrire à une «association d'écrivains» strictement contrôlée, l'éventail des moyens d'empêcher la publication d'un livre est particulièrement large. Celui des procédures de contournement ne l'est pas moins. L'imprimerie imaginaire de Peter Marteau ou Pierre Hammer à Cologne est le lieu fictif de parution de bien des ouvrages suspects du XVIII^e siècle. Si la publication sous un pseudonyme, voire la publication de livres anonymes, n'est pas initialement liée à une violation délibérée des normes, elle tend au XVIII^e siècle à faciliter la diffusion d'une littérature proscrite. Inversement le libéralisme anglais, qui supprime en théorie la censure dès 1695, ne facilite pas pour autant le travail des écrivains, à la merci de procès civils ou religieux qui peuvent intervenir a posteriori.

La meilleure manière de contourner la censure a toujours été de publier à l'étranger. L'exposition sur la parole baillonnée est en même temps une exposition sur l'exil des livres ou des écrivains. Les auteurs des Lumières françaises font appel, pour leurs écrits les plus dangereux, à des libraires suisses ou hollandais. Les conditions politiques de l'ère Metternich pousseront en revanche les écrivains eux-mêmes, comme Heine et Börne, à choisir l'exil, quitte à publier leurs livres en Allemagne même. L'exil est également une nécessité pour les écrivains russes du XIX^e siècle auxquels la répression qui suivit le mouvement des décabristes imposait des restrictions que l'assouplissement intervenu sous Alexandre II, après 1855, ne suffit pas à dépasser. L'Italie fasciste, l'Espagne franquiste, l'Allemagne hitlérienne obligèrent leurs écrivains à se soumettre ou à émigrer mais le mouvement fut sans doute plus net en Allemagne qu'en Italie où subsistaient des poches de tolérance et en Espagne où les massacres de la guerre civile avaient rendu la censure presque superflue.

A côté des littératures de l'exil, des éditions organisées à l'étranger, les tentatives d'organiser une expression écrite à l'intérieur du domaine même où sévissent des formes extrêmes de censure prennent des aspects souvent artisanaux. Ce sont les affiches manuscrites appelant à la révolte qu'on trouve dans les pays de langue allemande à l'époque révolutionnaire. Ce sont les proclamations communistes dissimulées derrière des couvertures anodines sans rapport avec le contenu. A un niveau beaucoup plus élaboré, ce sont les publications clandestines françaises des Editions de Minuit, ou les publications de littérature juive et les productions graphiques du Hollandais Werkman. Après 1945 les écrivains non conformistes des pays d'Europe orientale, lorsqu'ils ne sont pas contraints à l'exil pratiquent le «Samizdat» qui permet la diffusion de textes devenus rares, et parfois la présentation d'œuvres nouvelles. En RDA il prend volontiers la forme d'œuvres graphiques. Si depuis 1945 la censure en Europe occidentale s'applique essentiellement aux œuvres pornographiques, une forme plus subtile ne tend-elle pas à enfermer le livre derrière les murs de bibliothèques certes dotées de tous les moyens mais en rupture avec la société environnante. C'est à cette réflexion que semble inviter en conclusion Paul Raabe à propos des compositions graphiques ou plastiques d'Hubertus Gojowczyk.

Cette réflexion conduirait à se demander si des normes contraignantes et arbitraires (que l'on songe au contrôle exercé partout en Europe par tel ou tel groupe sur une orientation disciplinaire et les séries de livres s'y rapportant, que l'on songe encore à la possibilité d'une poignée de publicistes de faire un bestseller ou de reléguer le même livre dans une clandestinité proche de celle du samizdat) ne perpétuent pas des formes larvées de censure. Mais il ne s'agit plus d'une censure institutionnelle, sans doute vaudrait-il mieux alors parler de contraintes

polymorphes exercée sur l'écriture. Elles échappent en tous cas au cadre d'une exposition qui montre l'apogée et la disparition de la forme étatique, officielle et directe de la contrainte exercée sur l'écrit.

Michel ESPAGNE, Paris

Eva Alexandra MAYRING, *Bayern nach der französischen Julirevolution. Unruhen, Opposition und antirevolutionäre Regierungspolitik 1830–33*, München (C. H. Beck) 1990, V–161 p. (Schriftenreihe zur Bayerischen Landesgeschichte, 90).

Dans les ouvrages d'histoire générale, l'étude de l'influence de la Révolution française de juillet 1830 en Allemagne, fait une très large place aux troubles qui agitèrent les royaumes de Saxe et de Hanovre, la Hesse électorale, le duché de Brunswick et où ils aboutirent, soit à la proclamation d'une constitution (Saxe, Hesse) soit à une révision de celles déjà en vigueur (Brunswick, Hanovre). Ces ouvrages sont en général plus discrets sur ce qui se passa dans les états du sud: Bade, Wurtemberg, Bavière, sans doute parce que l'agitation populaire y connut moins d'ampleur, parce que ces états connaissaient déjà un régime constitutionnel, peut-être aussi, en ce qui concerne la Bavière, parce que ce qui se passa dans ses territoires rhénans – pensons à la Hambacher Fest – a occulté ce qui se déroula ailleurs.

Dans ces conditions, l'intention d'Eva Alexandre Mayring, de limiter son étude des conséquences de la révolution de Juillet, aux territoires de l'état bavarois situés à droite du Rhin se justifie parfaitement. On approuvera, en particulier son étude sur les raisons qui expliquent l'agitation de l'automne de 1830, aussi bien les «tumultes» urbains et ruraux parfois dirigés contre les juifs, que la prodigieuse prolifération de libelles politiques. La conjoncture économique déplorable caractérisée par une hausse considérable du prix des subsistances met les couches les plus défavorisées de la population en mouvement, ce qui vient à point nommé pour donner plus d'audace à l'opposition au sein du Landtag et dans la presse, tandis que le gouvernement se trouve, dès lors, obligé de lutter sur plusieurs fronts. Comment ne pas penser à l'explication de Labrousse sur la synchronisation des révolutions et des crises,¹ les premières naissant de la conjonction de secousses économiques et de difficultés politiques et devant, pour cette raison, être expliquées par l'entrée en lice ces différents facteurs.

Le grand intérêt de ce livre c'est d'avoir expliqué pourquoi il n'y a pas eu de révolution en Bavière alors qu'incontestablement tous les facteurs étaient réunis pour qu'elle éclatât.

De septembre à novembre 1830, des mécontentements de toutes sortes ont entraîné des «émotions» spontanées et des mouvements de protestation à buts clairement définis auxquels la Révolution de Juillet en France et les troubles dans les états voisins de la Bavière ont servi de catalyseur. L'opposition extra-parlementaire réclame des améliorations dans le domaine social et dans le domaine économique: égalité fiscale, abolition des redevances foncières et des droits des Grundherren en matière de justice, abolition des douanes et des octrois. Là-dessus viennent se greffer des revendications de liberté et d'égalité politique. Le gouvernement réussit à demeurer maître de la situation en prenant des mesures économiques (baisse des prix et des mesures sociales (ouverture de chantiers, aides aux classes pauvres, comme par exemple la fourniture de bois de chauffage par les magasins de l'armée).

Dans le même temps, l'opposition libérale s'exprime dans de nombreux «Vereine» (comme le Presse- und Vaterlandverein) alors fondés, dans la presse, par exemple le Bayerisches Volksblatt de Eisenmann.² Ces journaux dénoncent les carences et les défauts de l'état

1 E. LABROUSSE, 1848, 1830, 1789. Comment naissent les révolutions, Actes du Congrès historique du centenaire de la Révolution de 1848, Paris (PUF) 1948.

2 Bayerisches Volksblatt. Eine constitutionnelle Zeitschrift, hg. u. red. Johann Gottfried E. EISENMANN, Würzburg 1829–1832.